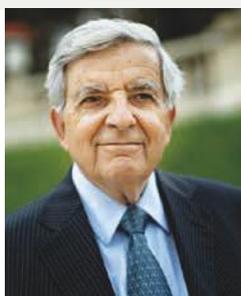


Qu'est-ce que la République ? Qu'est-ce que l'idée républicaine ?

« C'est la citoyenneté qui définit le Français ».



Entretien avec Jean-Pierre Chevènement

Jean-Pierre Chevènement est ancien ministre, ancien président de la Fondation de l'Islam de France.

Nous sommes fiers d'être républicains, nous sommes fiers que la République française proclamée en 1792 soit une République de citoyens. Cela retentit sur la définition du peuple : le peuple français est un peuple de citoyens sans que l'on ait besoin de mentionner une appartenance religieuse, ethnique ou d'un autre ordre. C'est la citoyenneté qui définit le Français. À partir de là, nous concevons bien qu'il faille un espace à tous les citoyens français où ils puissent débattre de ce qu'est leur intérêt général, et c'est la fonction de la République de définir le projet collectif qui nous pousse en avant.

La définition de l'intérêt général telle qu'elle résulte du débat public républicain, sanctionné par l'élection, ne peut pas se faire à la lumière d'une Révélation, quelle qu'elle soit : la Révélation des chrétiens catholiques ou protestants, la Révélation des juifs, la Révélation des musulmans. L'espace commun en République est un espace régi par la raison naturelle et on doit autant que possible faire abstraction de faire référence à des dogmes particuliers. Cela ne veut pas dire que chacun n'est pas libre de croire à une transcendance qui est son affaire. Chacun peut puiser les motivations de ses actes dans sa foi religieuse mais dans le débat, il ne faut pas en faire état, il faut que chacun s'exprime d'une manière telle qu'il puisse être compris et n'impose pas telle ou telle attitude, telle ou telle politique à la lumière de la religion. Comme l'a dit le président de la République Emmanuel Macron lors du discours prononcé pour le repas de rupture du jeûne devant le CFCM : « Celui qui



« La liberté guidant le peuple » Eugène Delacroix. Louvre

veut fonder son identité sur sa seule foi se met par définition en dehors de la République » puisqu'il refuse cet espace commun de débat.

Je voudrais dissiper un malentendu : l'espace commun de débat, c'est l'espace républicain, c'est la mairie, les bâtiments publics ou l'école qui est l'espace de formation au débat, c'est-à-dire le lieu où l'on apprend aux élèves à raisonner par eux-mêmes. C'est le b.a.-ba de la République. La République implique la citoyenneté et la citoyenneté implique la laïcité. De ce point de vue-là, il faut lui donner sa pleine dimension historique, sa dynamique culturelle.

La laïcité va de pair avec l'idéologie des Lumières et cette idée qu'en République, les citoyens sont assez grands pour décider eux-mêmes de leurs affaires sans faire intervenir les curés, les rabbins ou les imams. La laïcité va donc de pair avec la citoyenneté.

Laïcité vient du grec Laós (le peuple), c'est ce qui permet au peuple d'être ensemble. La République, c'est le régime qui privilégie le commun par rapport au particulier, qui privilégie ce qui est d'intérêt commun. Mais la promesse républicaine a toujours été combattue par des gens qui lui déniaient tout son sens, sous la Révolution d'abord, puis il a fallu plus d'un siècle pour que la République s'impose. La République est un combat, il faut porter ses valeurs quelques fois à la pointe des baïonnettes.

Le principe du concours a été posé très tard, c'est surtout sous la Commune de Paris que l'on a considéré qu'un concours était plus juste que le système de la lettre de la recommandation. La République donne des bourses et crée des systèmes de préparation aux concours pour aider ceux qui n'ont pas d'argent à se présenter et, par leur mérite, à montrer qu'ils sont dignes de figurer dans un corps de professeurs, d'administrateurs, d'officiers, etc. La République garde donc tout son sens à condition qu'on la comprenne. C'est l'exigence de cohérence de la République, qui n'est pas souvent comprise : certains croient que c'est simplement le vote. Même si le suffrage universel compte, celui-ci intervient a posteriori, après que se soit déroulé un long débat entre citoyens éclairés par l'École, ce qui



Devise de la République française, «Liberté, Égalité, Fraternité» inscrite sur l'entrée du porche de l'École nationale d'administration, ENA.

suppose une formation et un peuple de citoyens. Nous considérons à tort ou à raison qu'un peuple citoyen, c'est très supérieur par rapport à un peuple qui se définit uniquement par l'ethnie, la religion ou quelque « patenôtre », pour reprendre la formulation contractée de Pater Noster, pour désigner les pratiques qui font que dans les campagnes les gens se retrouvent pour réciter des patenôtres. Plutôt que de réciter des patenôtres, nous apprenons aux citoyens à discuter, à critiquer, à améliorer leurs connaissances et à parvenir par eux-mêmes à distinguer le vrai du faux.



Campus numérique consacré à la pensée, à l'histoire et aux cultures de l'Islam.

www.campuslumieresdislam.fr
contact@campuslumieresdislam.com